

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 567

Artikel: Le journal n'est plus ce qu'il était
Autor: Geyer, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1022601>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

— Encore quelques «murmures» suisses romands. Il se dit beaucoup que l'éditeur lyonnais dit de gauche, J.-Ch. Lignel, aurait des visées sur un quotidien genevois. Enfin un rival de taille pour Lousonna («La Suisse», «TLM», «24 Heures») ?

Autre chose. «On est fasciné par ce héros qui montre la face cachée de notre époque où s'allient le mensonge et l'opportunisme. La magie d'une écriture rayonnante nous entraîne dans une terrible descente aux enfers: on y découvre un écrivain vrai.» De qui, cet éloge du dernier roman de R. Garzarolli, «Mémoires d'un carnassier», éloge paru dans le dernier Payorama, publié pour Noël 1980? Il est signé J.-M. Payot. Au sein de Lousonna, Payot (50%) et Lamunière (50%), même combat? Ce qui est «découverte d'un écrivain vrai» pour l'un, a singulièrement rebuté l'autre: la publication des «Mémoires d'un carnassier» a valu à R. Garzarolli, journaliste, une suspension de six mois à la «TLM» (le roman mettrait vilainement en cause la direction dudit journal).

NB. Ci-dessous, deux contributions qui font suite à notre dossier de la semaine passée à propos de «la presse sous pressions». Dans l'une, M. Marc Lamunière, PDG du Centre d'information et d'arts graphiques, répond à la note que nous avons consacrée au texte qu'il vient de publier. Dans l'autre, texte écrit «à chaud», François Geyer donne son point de vue sur les affaires de Lucerne et de Frauenfeld.

¹ Dans notre dossier DP 566, trois «raccourcis» qui vous auraient peut-être abusés. D'abord, le supplément de la «Weltwoche» est bien repris en RFA par «Die Welt» et «Handelsblatt»; il n'a guère de succès; c'est son concurrent de la Frankfurter Allgemeine qui flambe. Ensuite, la nouvelle formule de l'«Illustré» est sur les rails, pareille à celle de son homologue en Suisse allemande, «Die Schweizer Illustrierte», format réduit et supplément détachable pour la radio-TV (sortie au tout début 1981). Enfin, les liens sont bien très serrés entre «Le Courrier» et «La liberté», mais «Le Courrier» reste l'organe de la communauté catholique de Genève, avec sa propre personnalité juridique, la «Nouvelle Association du Courrier».

POINT DE VUE

Le journal n'est plus ce qu'il était

Tempête sur la presse suisse. Une, deux têtes de rédacteurs en chef qui roulent, cela s'est déjà vu. Inédite en revanche, sauf à la «Gazette de Lausanne» dans les années cinquante, est la mobilisation d'une équipe rédactionnelle décapitée et bafouée dans ses droits. Inédit aussi, hormis le cas de «Tat», l'appel direct à l'opinion, par le tract ou le journal de combat. L'issue de ce dernier? Difficile à prédire, mais l'optimisme n'est guère de mise, à court terme du moins.

Au reste, Frauenfeld n'est pas Lucerne. Là, des patrons de presse recrutés dans la grande industrie ont baissé culotte un peu vite devant les menées de Mac-Cincera. Chez Ringier, il n'est question apparemment que de mercantilisme. L'affaire des «Luzerner Neusten Nachrichten» n'est d'ailleurs pas moins grave que celle de la «Thurgauer Zeitung». En tout cas, elle est aussi exemplaire.

Avant longtemps, on constatera en effet que plusieurs mythes chers au patronat de presse helvétique viennent d'en prendre un bon coup. Celui, d'abord, du quotidien «d'information», à position plus ou moins dominante dans son fief, qui se veut en conséquence «ouvert aux divers courants». Divers, oui, mais un peu à la façon de ces «Ford T» que le génial Henry, premier du nom, acceptait de livrer en n'importe quelle couleur, pourvu qu'elle fût noire...

Le mythe, ensuite, d'une indépendance rédactionnelle largement garantie par cet instrument sacro-saint de notre politique sociale: la convention collective de travail. En fait, cette convention, trop de grands éditeurs se mettent à

l'appliquer «à la carte», selon leur humeur ou leur intérêt du moment. Que leur organisation ne parvienne pas à les ramener au respect des engagements contractés, ou qu'elle se dérobe à ce devoir, et ce sera là un événement riche d'enseignements pour le monde syndical helvétique, au moment même où les patrons des arts graphiques (chacun a compris que ce sont, en grande partie, les mêmes hommes) s'adonnent au «bras de fer» avec les typographes.

Mais, par-dessus tout, le scandale de Lucerne fait éclater au grand jour ce que quelques-uns seulement osaient dire dans leur coin: le journal quotidien devient de plus en plus un véhicule à annonces et de moins en moins un moyen d'information, de qualité si possible. Comment en irait-il autrement, quand la publicité lui fournit désormais entre 65 et 80% de ses recettes? Optimisme, écrivions-nous, mais à terme seulement. C'est en effet que ces affaires, venant après quelques autres, doivent dessiller les yeux du lecteur. Il doit s'aviser enfin que son journal n'est plus ce qu'il était, quand il avait à sa tête un rédacteur en chef doué d'une autorité morale et de réels pouvoirs, et non des «managers» à la sauce américaine. Il doit s'en aviser et protester. Car il a encore son mot à dire.

Et puis ces affaires viennent à point nommé pour dissuader l'autorité fédérale de renforcer inconsidérément la puissance de certains «konzerns» de presse, avides ces temps-ci de concessions en tous genres dans le domaine de l'audio-visuel. Pourquoi en effet les éditeurs de Zofingue ou d'ailleurs agiraient-ils autrement, le jour où le taux d'écoute (donc l'encaisse publicitaire) de leur radio ou de leur TV privée baisserait? Ou que quelque obsédé et ses amis politiques entreraient en campagne, parce que cette radio ou cette télévision recourrait aux talents de quelques journalistes fichés...

François Geyer